Interview pour le site : *toutelaculture.com.*

Demandée par Clément Friaoli

Première question :

Y-a-t-il selon vous de véritables partis pris politiques dans les différents projets culturels?

Ce qui m'a sauté aux yeux en lisant les programmes, c'est que l'horizon de réflexion des partis politique sur la culture est peuplé de "produits",c'est à dire rempli de biens et de services fabriqués par des professionnels, (la "création") avec en face de ces offres, des consommateurs (les publics), qui ne sont jamais assez nombreux.(La quête du "non-public revient sans une ride depuis l'infortunée formulation de Francis Jeanson en mai 1968). Il y une hypothèse constante qui semble bizarrement admise comme vérité absolue par tous les partis : celle que la consommation des produits et services culturels est toujours "bonne" pour tout le monde, pour le progrès, la civilisation, l'économie, la cohésion sociale et le rayonnement de la France. Une vraie armoire à pharmacie : "Consommez du produit de "création artistique" et tout ira mieux pour la nation d'abord et votre épanouissement ensuite !" Comme si aucun rédacteur n'avait lu Georges Steiner quand il nous demande de ne jamais oublier que l'objet culturel n'est pas obligatoirement un gage de progrès comme l'a montré le temps de la barbarie nazie. Les politiques devraient relire le Château de Barbe bleue et se rappeler que "les sommets de l'hystérie collective et de la sauvagerie peuvent aller de pair avec le maintien et même le renforcement des institutions, de l'appareil et de l'éthique de la haute culture". En somme, les programmes de politique culturelle en restent à l'objet de culture mais n'incluent pas la question de son éthique, comme si les professionnels et les élus refusaient d'admettre que, là comme ailleurs, une société démocratique doit d'abord se poser des questions de valeurs.

Pour être honnête, j'ai bien vu que le PS, le MODEM ou le front de gauche faisaient affleurer la question de la valeur, du sens, de l'émancipation et de la dignité humaine. En revanche, je n'ai pas vu que ces questions se traduisaient en dispositifs pratiques de mises en oeuvre. Une fois ces mots magiques prononcés, on passe au paragraphe suivant et c'est alors, encore et toujours, des mesures pratiques en faveur des offreurs (les créateurs) ou des acheteurs (le pass culture pour les jeunes ou généralisé aux classes moyennes pour l'UMP) qui font le programme culturel des présidentielles.

C'est au fond assez triste de voir que la question culturelle en société de liberté se pose uniquement en terme de vitalité d'un secteur d'activités. S'il y a ici un parti pris, c'est d'abord celui de la réification des enjeux culturels. Les programmes sont pensés à travers des objets de culture et non à partir des relations intersubjectives entre "êtres humains libres et égaux en dignité et en droits" pour reprendre les termes de l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme.

On saisit bien cet enfermement de la culture dans du "produit" avec la revendication unanime de "l'exception culturelle" pour nos industries culturelles françaises. Encore une évidence dans le discours alors qu'il faudrait considérer que le mot d'ordre de l'exception culturelle est une capitulation. Il se réduit à un slogan pour consommateurs "cultivés" : "laissez nous vivre, dans notre coin, avec nos créations peu marchandes et ça nous suffira pour faire le bonheur culturel de tous et de chacun !" C'est une position qui fait semblant d'ignorer que l'enjeu premier pour l'humanité est de faire vivre ensemble des identités culturelles hétérogènes. Voilà bien la première et inévitable responsabilité culturelle pour les politiques : permettre aux libertés culturelles (dont celles des artistes évidemment) de nourrir le développement des personnes dans le

compromis avec les cultures des autres et ces enjeux des valeurs de l'altérité ne peuvent quand même pas se réduire à la production et l'échange d'objets culturels. Quel rédacteur des programmes s'est rappelé que "la défense de la diversité culturelle est d'abord un impératif éthique inséparable du respect de la dignité humaine". Le Ps a un vague souvenir (une phrase dans son projet) ,mais ce chantier des valeurs culturelles comme dignité n'a jamais été ouvert alors qu'il s'agit d'un engagement français à l'Unesco en 2001.(article 4 de la Déclaration universelle). L'omission volontaire de ces enjeux éthiques (ou plutôt le refus de mettre la question de l'éthique culturelle en débat public) est pour moi une faute politique car déjà le Front national en profite pour affirmer que la seule valeur d'un bien culturel subventionné est à mesurer au taux de satisfaction des ses consommateurs ! L'éthique réduite aux bonnes ventes de l'épicerie culturelle locale! Les présidentielles devraient plutôt être l'occasion de répondre autrement.

Ces projets sont-ils réalisables, sont-ils pertinents ?

Réalisables, certainement car je n'ai rien vu qui dépasse le bon sens gestionnaire en temps de crise des finances publiques. Pertinents, c'est moins sur, si l'on accepte l'interrogation éthique. Regardez l'idée de créer un centre national de la musique ou du spectacle vivant ,à l'image du CNC. C'est certainement une idée pertinente pour faire rentrer de l'argent public pour les offreurs (les créateurs) mais d'où vient cet argent ? Dans le système du CNC ou du CNV pour les concerts de "musiques actuelles", c'est le consommateur (le public!) qui est taxé sur le prix du billet...Plus le spectacle est "populaire", plus l'argent public grossit ! C'est une pertinence pour le moins suspecte (faire payer les moins riches) qu'il faudrait interroger politiquement. Surtout si l'on compare avec le système de "l'opéra" où le consommateur (à dire vrai moins populaire) n'est pas taxé sur le prix des places. Bien au contraire, il est largement aidé pour consommer ce type de spectacles par des subventions financées par le contribuable. Personnellement, je ne m'en plains pas comme"public" consommateur d'opéra, mais quand même ! Il faut bien reconnaitre que dans les deux cas, l'argent public n'a pas la même odeur ! Il est justifié par des valeurs de politique culturelle qui sont totalement antagoniques. Autant l'avouer plutôt que nous faire croire dans les programmes que toutes les musiques sont aidées et aimées de la même façon par la puissance publique.

La crise mondiale va -t-elle placer la culture en arrière plan des projets présidentiels. la culture peut-elle être une réponse à la crise ?

La réponse à cette question est maintenant connue de tous les dirigeants politiques. Elle est même clairement énoncée à l'ONU, à la CNUCED, à l'UNESCO , au Parlement européen et dans les grandes villes françaises : la culture est "inventivité", "créativité", "innovation" et donc renouvellement du potentiel de production et de croissance. c'est le miracle des dernières années pour sortir de la crise qui a pour nom l'économie créative! Récemment le Parlement européen a pris position sur cette question pour magnifier selon la présidente de la commission culture madame Sanchez-Schmid "le rôle majeur des industries culturelles et créatives dans le développement de pôles de créativité aux niveaux local et régional, qui permettent une meilleure attractivité des territoires, la création et le développement d'entreprises et d'emplois ancrés dans le tissu économique local et régional, favorisent l'attractivité touristique, l'implantation de nouvelles entreprises, et le rayonnement de ces territoires, et promeuvent le secteur culturel et artistique ainsi que la préservation, la promotion et la mise en valeur du patrimoine culturel européen, grâce à des nombreux relais comme les collectivités territoriales ». Difficile de faire mieux pour défendre la culture, du moins les professionnels fabricants de culture ! (Résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur « Libérer le potentiel des industries culturelles et créatives ».)

Ainsi en période de crise, pas de danger pour les cultureux : c'est maintenant aux forces économiques de rechercher leurs concours créatifs pour sortir du marasme économique. Ce qui conduit à dire qu'avec ce

raisonnement la culture devient une grande priorité, mais une priorité "négative" car ce qui compte pour le politique, c'est uniquement l'activité d'un secteur économique appelé culturel. L'enjeu culturel est nié comme enjeu de construire ensemble plus d'humanité, comme enjeu de reconnaissance mutuelle des identités culturelles des personnes libres en droit et en dignité. L'accès aux référentiels symboliques doit passer par l'échange efficient de marchandises : un beau patrimoine, ça doit faire plus de touristes, sinon pas de soutien public !! Mais je connais des opérateurs culturels (il faut bien alors les appeler comme cela) qui sont bien contents car cette priorité en faveur de l'économie créative leur permet de survivre. Mais c'est quand même prendre l'univers immense de l'imaginaire humain par le petit bout de la lorgnette.

Voyez vous une évolution dans les politiques culturelles ?

L'évolution est nette et porte vers cette efficacité économique et sociale. Là où Edouard Glissant appelait à une culture de l'incommensurable, une pensée de l'opacité et du tremblement, la politique publique exige que les bénéficiaires de son soutien aient des projets "précis" et "clairement définis", ce qui est encore une manière de nier la création artistique qui, espérons le, ne peut pas être conçue sur le modèle d'une machine à laver fonctionnant exactement comme son mode d'emploi. L'artiste qui serait toujours aussi parfait que sa notice d'utilisation pour tous ses "acheteurs", risquerait bien de ne plus être créateur très longtemps ! Mais cela n'empêche pas les professionnels des arts de remplir les dossiers en jurant qu'ils feront des créations précises et bien définies!

Le modèle de cette bonne gestion de la politique culturelle est maintenant la Directive "services" et les textes sur les "services d'intérêt économique général" SIEG établis au niveau européen. L'avenir, même des actions publiques, y est sous tutelle de la marchandise. Seul le front de gauche en parle même si sa volonté demeure centrée sur l'exception culturelle. Les autres programmes n'ont même pas l'air de savoir dans quel contexte réglementaire ils appliqueront leurs idées. Cette ignorance est l'effet du tropisme de la supériorité culturelle française depuis Malraux , sans doute !

Mais ce modèle est de plus en plus douteux car la dynamique du bien être par la marchandise ne peut se vanter de ses succès et la question de la dignité (énoncée nettement dans l'article 2 du Traité de l'union européenne) revient en force. Qui dit dignité de la personne dit reconnaissance de ce qui fait et construit son identité culturelle, au sens des droits culturels de la déclaration de Fribourg. Dommage que les partis français soient si timides dans cette voie qu'ils ignorent. Pourtant, elle pose l'enjeu culturel comme condition universelle du développement humain et tous les élus qui ont adopté chez eux une approche Agenda 21 pour la développement durable devraient s'y trouver à l'aise. En effet, l'Agenda 21 repose nécessairement sur l'affirmation des droits culturels des personnes, sur des actions qui prônent plus la solidarité que la lutte concurrentielle entre les territoires ! Affirmer mais aussi assumer, c'est là que l'on attend "Europe écologie les verts" de telle sorte que l'enjeu culturel ne serve plus de munition à la guerre sans merci que se livrent les territoires pour être plus attractifs que les autres. (le fameux et pervers dispositif de mise en concurrence des projets de "capitales culturelles") .Les programmes présidentiels feraient mieux d'insister un peu mieux leur volonté de promouvoir l'économie solidaire et la co construction des politiques culturelles avec la société civile.

-Avez-vous déjà été sollicité par des politiques concernant leur projet culturel? Sinon, accepteriez-vous? (optionnelle)

je ne réponds pas à la dernière question, car c'est plutôt aux représentants des parties qu'il faut la poser, tous les textes sur la politique culturelle étant disponibles sur Irma.fr.

Jean Michel Lucas et le Doc Kasimir Bisou
Le 05/11/2011

.